

Gregor T. Chatton

Vers la pleine
reconnaissance des
droits économiques,
sociaux et culturels



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE
FACULTÉ DE DROIT

LEDJ
lextenso éditions

Schulthess
ÉDITIONS ROMANDES

§ 2013

Table des matières

Sommaire	IX
Table des matières	XI
Abréviations	XXXIII
Préface	XLV
Remerciements	XLIX
Prolégomènes	LV
Introduction générale.....	1

Titre premier : Fondements et mythes fondateurs

Introduction.....	15
Chapitre premier : Repères historiques.....	16
I. Généralités	16
II. Les Déclarations françaises des droits de l’homme et du citoyen.....	18
A. La Déclaration de 1789	18
1) Un texte contestataire	18
2) Un texte inachevé	19
B. Les Déclarations françaises de 1793 et de 1795	20
1) La Déclaration de 1793 : l’apparition éphémère des droits sociaux.....	20
2) La Déclaration de 1795 : les devoirs de l’Homme.....	23
III. Les premières constitutions d’inspiration socialiste.....	24
A. La Constitution mexicaine de 1917.....	24

B. Les constitutions soviétiques de 1918 et 1936	25
1) La Loi fondamentale de la R.S.F.S.R. de 1918.....	25
2) La Constitution de l'U.R.S.S. de 1936	26
C. La Constitution de Weimar de 1919	26
D. La Constitution de la République espagnole de 1931	27
IV. L'internationalisation progressive des droits sociaux.....	27
A. La protection des droits des travailleurs.....	28
1) Premiers soubresauts.....	28
a) Les origines.....	28
1. L'aliénation de l'Homme	29
2. Le syndicalisme	30
3. L'internationalisation du syndicalisme.....	30
b) Les premières initiatives législatives internationales	31
2) La création de l'Organisation internationale du Travail	32
a) La triple vocation de l'OIT primitive	33
1. Une vocation sécuritaire	33
2. Une double vocation humaniste et économique	34
b) L'élaboration des premiers standards sociaux par l'OIT	36
3) La dimension humaine de la Déclaration de Philadelphie	37
a) L'inspiration de la Charte de l'Atlantique	37
b) La Déclaration de Philadelphie de 1944	39
1. L'aïeule de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.....	40
2. La sublimation du monde du travail	40
3. Les dix finalités de l'Organisation internationale du Travail	41
4. La coopération internationale et l'universalité	41
c) La mise en œuvre des objectifs de Philadelphie	43
1. L'intensification des efforts en matière de droits de l'Homme	43
2. Survol sélectif des conventions	44
3. Remarques au sujet des conventions.....	45
4) La Déclaration de Genève de 1998 : le troisième moment constitutionnel ..	46
a) Présentation schématique de l'instrument.....	46
b) Les fondements historiques de la Déclaration de Genève.....	47
1. L'héritage de Philadelphie.....	47
2. La notion de « besoins essentiels »	47
3. Les péripéties de la « clause sociale ».....	48
a. La « clause sociale »	48

b. Le Programme de Copenhague.....	49
c. Les conventions fondamentales	50
d. La Déclaration de Singapour	51
c) <i>Ratio</i> et contenu de la Déclaration de Genève de 1998	52
1. Le système intégré	52
2. Les aspects promotionnels.....	53
3. La constitutionnalisation des droits fondamentaux au travail.....	53
a. Des racines profondes	54
b. Plus qu'une simple confirmation politique	54
B. La triple extension du champ des droits sociaux	56
1) De la Charte des Nations Unies à la Déclaration universelle	57
a) La Charte des Nations Unies	57
b) La Déclaration universelle des droits de l'Homme	57
1. Les sources	58
2. La consécration des droits sociaux	59
3. L'émancipation de la Déclaration universelle des droits de l'Homme	60
2) Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	60
3) Les conventions spéciales au niveau universel.....	62
a) Dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies	63
b) Instruments développés sous les auspices des Agences spécialisées ..	64
C. La régionalisation des droits sociaux	66
1) Au niveau européen.....	66
a) La Charte sociale européenne	66
1. La Charte sociale européenne de 1961	67
2. Le Protocole additionnel de 1988.....	67
3. La « renaissance » de la Charte sociale européenne.....	68
b) Le droit de l'Union européenne	69
1. Les droits sociaux dans le Traité de Rome	70
2. La Charte communautaire des travailleurs de 1989.....	71
3. La Charte des droits fondamentaux de l'an 2000	72
c) La « dimension humaine » de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).....	74
2) Au niveau interaméricain	75
a) La Déclaration américaine des droits et devoirs de l'Homme	76
b) La Convention américaine relative aux droits de l'Homme	76
c) Le Protocole de San Salvador.....	76
3) Au niveau africain.....	77

a) La Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples.....	77
b) Autres conventions.....	77
V. Synthèse	78
Chapitre second : Les droits sociaux, des droits de « seconde zone »	81
I. Une catégorie entière sur le banc des accusés	82
A. La nature intrinsèque des droits	82
1) Des aspirations et programmes politiques	83
2) Complexité insoluble et indétermination	85
B. L'absence de reconnaissance	87
1) L'absence d'universalité.....	87
a) La prétendue absence d'universalité de tous les droits de l'Homme ...	87
b) La prétendue absence d'universalité des droits sociaux.....	88
c) La relativité des moyens de mise en œuvre.....	89
2) La volonté historique	90
C. Les implications pour l'Etat et la société.....	90
1) Un Etat dirigiste et liberticide.....	91
a) La dichotomie entre les « droits de » et les « droits à »	91
b) L'Etat pantagruélique ou l'Etat sans le sou.....	92
1. Les caisses vides ou la grande désillusion.....	93
a. Biens publics / biens privés.....	93
b. Le budget.....	93
2. L'Etat envahissant.....	94
2) Le coût des droits sociaux	95
a) Les droits positifs coûteux.....	96
b) A la recherche du sens premier des droits civils.....	96
c) La qualité et le but des dépenses	97
3) La violation du principe de la séparation des pouvoirs	98
II. La conséquence automatique : l'injusticiabilité des droits sociaux.....	100
A. L'aboutissement d'un imbroglio d'objections.....	100
B. Les droits sociaux sont injusticiables.....	101
1) Des droits rabaissés à de simples vœux politiques	102

2) Le caractère vague et indéterminé	102
3) Le polycentrisme des droits sociaux.....	104
a) Le choix impossible du juge.....	104
b) La toile d'araignée des intérêts en présence	104
c) L'absence de présélections politiques.....	105
4) L'élément volontariste	106
C. Des « droits » non justiciables ne sont pas des droits	106
1) Un raisonnement tautologique.....	106
2) Les origines de l'affirmation d'ajuridicité.....	108
Conclusion	111

Titre deuxième : La démolition des poncifs

Introduction.....	115
Chapitre premier : La prétendue relativité des droits sociaux	117
I. La double relativité des droits sociaux.....	117
A. La relativité matérielle.....	118
B. La relativité des moyens de mise en œuvre	118
II. L'indivisibilité de tous les droits de l'Homme	119
A. Le relativisme culturel ou l'universalité des droits de l'Homme	119
B. L'indivisibilité des droits de l'Homme	120
1) L'interdépendance	120
2) L'indissociabilité.....	123
a) La protection de l'essence de la personne humaine	124
b) L'Homme situé.....	124
c) Au-delà d'une fonction de simple auxiliaire	125
d) Solidarité, égalité et nécessité.....	126
3) Des droits intimement liés	127
III. Les causes historiques de la discrimination des droits sociaux.....	129
A. La simultanéité historique des deux générations.....	130

B. La scission du Pacte des droits de l'Homme et le rôle de la Guerre froide	130
1) Les critiques	131
2) La séparation en deux Pactes onusiens	132
a) Un Pacte unique.....	132
b) La détérioration de la situation géopolitique	132
1. L'Empire soviétique et les droits sociaux	133
2. La réaction de l'Occident	134
c) Les appréhensions de fond	136
d) Bref historique de la rupture.....	137
1. Les réticences au sein de la Commission des droits de l'Homme.....	137
2. Le rôle capital des Agences spécialisées	138
3. L'Assemblée revient sur sa décision	139
4. Les deux Pactes onusiens.....	140
5. Les mécanismes de contrôle ou la rupture consommée.....	141
3) Observations relatives à la scission.....	143
a) La « proto-idée » d'une convention unique	143
b) Une initiative occidentale	143
c) Un conflit entre les deux Blocs.....	144
d) Le rôle des Agences spécialisées	144
1. Le domaine réservé des Agences.....	144
2. La concrétisation des droits par le biais des Agences	145
e) Les contingences diplomatiques.....	145
f) L'évolution du droit	146
C. La scission de la Convention européenne des droits de l'Homme et de la Charte sociale européenne	148
1) L'urgence d'après-Guerre	148
2) Les travaux préparatoires	149
a) Une convention ou une déclaration ?	149
b) Les trois événements-phare de l'élaboration.....	150
1. La Résolution n° 56 du Comité des Ministres	151
2. La Conférence tripartite de 1958	151
3. Le projet amendé de l'Assemblée consultative de 1960	151
c) La « mort sans phrase » prononcée par le Comité des Ministres	152
3) Les motifs à la base de la scission	152
a) Le conflit idéologique	153
b) Les objections matérielles	154
c) L'absence d'homogénéité	155
4) Synthèse.....	155

A. De la Convention internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	176
B. De la Convention relative aux droits de l'enfant à la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées, en passant par la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	177
1) La Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées	178
2) La Convention relative aux travailleurs migrants	180
C. Le régime conventionnel de l'Organisation internationale du Travail	180
1) L'universalité des règles de l'OIT	180
2) La liberté de ratification	181
3) Le régime de souplesse	182
D. La Charte sociale européenne (révisée)	185
1) L'absence d'une clause générale de progressivité	185
2) L'existence d'autres formes de souplesse	186
a) Les normes dynamiques	187
1. Les notions indéterminées	187
2. Les normes à réalisation progressive	187
3. Les obligations structurelles	189
b) Le système « à la carte »	189
1. Le noyau dur	190
2. Des engagements progressifs	191
3. Le Protocole de 1988 et la Charte révisée	192
a. Le Protocole additionnel de 1988	192
b. La Charte sociale européenne révisée	192
4. La limitation indirecte de la flexibilité accordée par le système « à la carte »	193
5. Synthèse	193
E. De la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples au Protocole de San Salvador	194
1) La Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples	194
a) Introduction	194
b) Exemple : l'affaire du peuple ogoni	195
2) Le Protocole de San Salvador : progressivité et justiciabilité	198
F. La dynamique des organes de contrôle	199

1) Des définitions précises	199
2) Des pratiques évolutives	200
3) Les obligations minimum.....	201
4) Les personnes vulnérables	202
G. Conclusions : une flexibilité naturelle ?	203
1) Une propension naturelle à la relativité ?	203
2) L'hétérogénéité des flexibilités	203
3) Les « checks and balances »	204
a) Le corset textuel	204
1. Les conventions de l'OIT	204
2. Le Protocole de San Salvador	204
3. Les autres instruments	205
b) Le corset jurisprudentiel.....	206
II. Obligations de moyens et de résultat : l'évacuation d'un faux problème	206
A. Une terminologie confuse	207
1) Une terminologie nationale	207
2) L'internationalisation grâce à la Commission de droit international	208
3) L'inversion des sens	209
a) L'obligation internationalisée de moyens	209
b) L'obligation internationalisée de résultat.....	210
c) Une distinction pratique ardue.....	211
B. Une terminologie inutile	213
1) L'Observation générale n° 3 du Comité du Pacte ONU I.....	213
2) Des obligations hybrides ou indissociables.....	214
3) La pratique jurisprudentielle.....	215
III. Synthèse	216
Chapitre troisième : L'art. 2, para. 1 ^{er} , interprété par le Comité du Pacte ONU I	218
I. La relativité temporelle : les mesures immédiates.....	219
A. La prise de mesures sans délai	219
1) Commencer immédiatement la réalisation du Pacte ONU I.....	219
2) Une mise en œuvre rapide et efficace.....	220
3) Une obligation inconditionnelle.....	220

B. L'allocation prioritaire des ressources étatiques.....	221
1) Entre déférence et contrôle.....	221
2) La bonne foi des Etats.....	222
C. Progrès continu et non-régression.....	223
1) L'obligation de continuellement accroître le niveau de protection.....	223
a) Un comportement actif de l'Etat.....	224
b) L'optimum et l'obligation de mutabilité.....	224
2) Le principe de non-régression.....	225
a) S'efforcer de prévenir une situation de régression.....	225
b) L'interdiction de mesures délibérément régressives.....	226
1. La notion de « mesures délibérément régressives ».....	226
a. Tentative de définition.....	226
b. Les affaires suisses relatives aux taxes universitaires.....	228
2. Les implications de la non-régression.....	229
a. Un « effet cliquet ».....	229
b. Le maintien d'une flexibilité suffisante.....	230
c. La présomption de violation.....	230
d. Les personnes vulnérables et la proportionnalité.....	232
3) Les autres obligations substantielles immédiates.....	235
a) L'interdiction de toute discrimination.....	235
1. Une glose tardive.....	236
2. Des obligations immédiates.....	236
3. L'égalité substantielle.....	238
b) La protection du contenu fondamental minimum.....	239
1. Définition des obligations fondamentales minimum.....	240
2. Controverse au sujet de leur caractère absolu.....	241
a. Présentation du problème.....	241
i) <i>Les principes de Limbourg</i>	241
ii) <i>Les lignes directrices de Maastricht</i>	241
b. Appréciation.....	242
i) <i>Des obligations réalisables par tous les Etats</i>	242
ii) <i>Les raisons probables de la controverse</i>	243
3. Illustrations du contenu du noyau.....	244
a. L'abstraction nécessaire du noyau.....	244
b. L'abstraction résultant de l'évaluation de situations.....	246
c. Les interactions du Pacte avec les instruments des Agences spécialisées.....	246
d. Exemples.....	247
i) <i>Le droit à l'éducation</i>	247
ii) <i>Le droit à la santé</i>	247
iii) <i>Le droit à l'eau</i>	248

iv) <i>Autres exemples</i>	249
c) La protection des groupes les plus vulnérables	250
1. Les personnes vulnérables et le noyau intangible.....	250
2. La prise en compte des personnes vulnérables	250
3. Les moyens de défense.....	253
d) Les droits justiciables (renvoi)	254
II. La relativité matérielle : les moyens de mise en œuvre	255
A. La prescription des moyens de mise en œuvre : un choix étroitement corseté	255
B. Les mesures d'ordre législatif.....	258
1) Les mesures de transformation	258
2) Les autres mesures législatives.....	259
a) La création d'une base légale protectrice	259
b) La révision de la législation existante	259
c) L'intervention dans le processus d'adoption législative.....	260
d) Les mesures législatives indispensables.....	260
C. Les autres mesures appropriées.....	261
1) Les mesures judiciaires.....	261
2) Les mesures administratives et autres types de mesures.....	263
a) Les mesures administratives.....	264
b) Les institutions nationales de défense des droits de l'Homme.....	264
c) Changer les mentalités : les programmes éducatifs.....	265
3) Les indicateurs, les mesures de monitoring et les stratégies.....	266
a) Les indicateurs d'effectivité	266
b) Le monitoring et le scoping.....	268
c) Le développement de stratégies	270
III. Synthèse	273
Chapitre quatrième : La nature prétendument particulière des droits sociaux	274
I. La théorie des strates.....	275
A. Les typologies élaborées par le Comité du Pacte ONU I.....	275
1) Survol historique de la théorie des strates.....	276
2) La théorie des trois strates réactualisée par le Comité du Pacte ONU I.....	277

a)	L'obligation de respecter	278
b)	L'obligation de protéger	278
1.	Les groupes sociaux et leurs pouvoirs inégaux	278
2.	Les droits sociaux et les privatisations.....	279
a.	Un décalage de la première vers la deuxième strate.....	279
b.	L'application des autres strates par l'entremise de la deuxième.....	280
c)	L'obligation de mettre en œuvre	282
1.	La sous-obligation de faciliter	283
2.	La sous-obligation d'assurer	283
3.	La sous-obligation de promouvoir	284
3)	La nouvelle typologie qualitative	284
a)	La disponibilité	285
b)	L'accessibilité.....	286
1.	Le principe de non-discrimination dans l'accès	286
2.	L'accessibilité physique.....	286
3.	L'accessibilité économique	287
4.	L'accessibilité informationnelle.....	288
c)	L'acceptabilité et la qualité.....	288
d)	L'adaptabilité	289
B.	Les droits sociaux stratifiés : quelques illustrations.....	290
1)	Le droit à l'alimentation	291
a)	La notion	291
b)	La titularité	292
1.	L'Homme situé.....	292
2.	Illustration.....	293
3.	L'apanage de certains groupes ?.....	294
a.	Le rétablissement d'un équilibre.....	294
b.	Les droits civils sont aussi concernés	295
c.	Des droits immergés, mais ouverts à tous	295
d.	Des droits individuels.....	296
c)	La portée	296
1.	La disponibilité.....	297
2.	L'accessibilité.....	297
a.	L'accessibilité physique.....	298
b.	L'accessibilité économique.....	298
3.	L'acceptabilité.....	298
a.	L'acceptabilité qualitative	299
b.	L'acceptabilité culturelle	299
d)	Les obligations correspondantes de l'Etat.....	300
1.	« To respect »	301
2.	« To protect »	302

3.	« To fulfil »	303
a.	« To facilitate »	303
b.	« To promote »	304
c.	« To provide »	305
e)	L'immédiateté et la progression	306
1.	Le minimum essentiel	306
2.	Discrimination, mesures régressives et autres considérations	307
2)	Le droit au logement	308
a)	Le modèle qualitatif	309
b)	La trichotomie	310
1.	L'obligation de respecter	310
2.	L'obligation de protéger	311
3.	L'obligation de mettre en œuvre	311
II.	Des modèles et des caractéristiques naturelles universalisables	313
A.	La convergence des modèles et la logique du tripartisme	313
1)	Une segmentation logique	313
2)	L'interdépendance des obligations	314
B.	Les vagues et le continuum d'obligations	314
1)	Les vagues obligationnelles de WALDRON et KOCH	315
a)	La lecture faite par WALDRON	315
b)	La lecture donnée par KOCH	315
2)	Le continuum de devoirs selon SEPULVEDA	316
C.	La nature égale de tous les droits de l'Homme	317
1)	La subdivision des obligations, non pas des droits	317
2)	Illustrations	318
a)	Le droit à la vie	318
1.	Le respect	319
2.	La protection	319
3.	La mise en œuvre	320
a.	L'adoption de mesures protectrices de grande envergure	320
b.	Assurer les moyens de subsistance	321
c.	Assurer le droit à une vie en dignité	322
b)	La liberté de la presse et d'expression	323
1.	Le respect	323
2.	La protection	324
3.	La mise en œuvre	325
3)	Conclusion	326

III. L'effondrement des derniers poncifs au sujet de la nature des droits sociaux.....	326
A. L'autonomie au lieu de l'assistance.....	327
1) Les droits sociaux et la dépendance	327
2) Des droits de liberté	328
3) L'aménagement de l'autonomie individuelle	329
4) La subsidiarité de l'Etat fournisseur.....	330
5) Synthèse	331
B. La protection d'aspects secondaires de l'existence humaine ?	332
1) Des droits utopiques ?	333
2) Des droits construits ?.....	334
a) Une construction historique ?	335
b) Des droits d'autonomie	335
c) Les besoins essentiels	335
d) L'Homme, être social	336
C. Un naturel vague et indéterminé ?	337
1) Le poncif et ses implications	338
2) L'inévitable abstraction des droits fondamentaux	339
3) Le cercle vicieux de l'absence de justiciabilité.....	340
a) Un corpus de jurisprudence.....	341
b) Des arguments discutables.....	343
4) La jurisprudence <i>lato sensu</i>	344
a) Le mérite du Comité du Pacte ONU I	344
b) L'OIT et la Charte sociale	345
c) Les jurisprudences nationales.....	346
d) Synthèse	346
D. L'appellation tronquée des droits sociaux.....	347
1) Les droits civils abrégés, mais compris	347
2) Les droits sociaux interprétés au pied de la lettre	348
IV. Synthèse	349
Chapitre cinquième : Les droits sociaux face à l'Etat et à la société	351
I. Des droits onéreux ?.....	351
A. Les droits d'intervention et d'abstention.....	351
1) Les droits civils et politiques sont également onéreux	352

a)	Les obligations d'intervention explicites.....	352
b)	Les obligations positives jurisprudentielles.....	354
c)	L'usage des droits civils et politiques.....	355
2)	Les droits sociaux d'abstention.....	356
a)	Les droits sociaux ouvertement négatifs.....	356
b)	Une approche fragmentaire.....	357
c)	Les droits sociaux libertaires issus de la jurisprudence.....	358
3)	Tous les droits de l'Homme possèdent une dimension onéreuse.....	360
a)	La dimension objective des droits de l'Homme.....	360
1.	L'interdépendance à travers la <i>ratio legis</i>	361
2.	Garantir l'effectivité des droits de l'Homme.....	362
3.	Les préconditions à la garantie durable des droits de l'Homme.....	363
4.	L'Etat créateur d'espaces.....	364
b)	Le caractère onéreux au regard des trois strates.....	365
1.	L'interdépendance des strates.....	366
2.	Un regard déformé.....	366
3.	Une question de degré.....	367
a.	Une qualité identique.....	367
b.	Une intensité variable.....	368
4.	Quelques pistes d'explication.....	369
B.	Des droits essentiellement coûteux ?.....	371
1)	Les droits civils et politiques sont eux aussi coûteux.....	371
2)	La perspective économique.....	372
a)	La théorie des facteurs premiers.....	372
b)	La création de richesses.....	373
c)	Les droits de l'Homme et la stabilité.....	373
3)	Une question de perspectives... ou de niveaux.....	374
a)	Les strates des droits de l'Homme.....	374
b)	Des nuances.....	375
1.	De tendancielle disparités quantitatives.....	375
2.	Des coûts supplémentaires liés à l'autonomisation.....	376
II.	Le principe démocratique et la séparation des pouvoirs.....	377
A.	Le cauchemar du « tout-Etat ».....	377
1)	La démocratie et la Liberté.....	378
2)	L'Etat « classique ».....	379
a)	Le « simple » maintien en vie ?.....	379
b)	L'Etat inflationnaire.....	379
c)	Une vision dépassée.....	380

d) Les Etats du « Sud »	381
3) La banqueroute ou la dictature ?.....	382
a) L'argument de la « banqueroute »	382
b) L'argument de la « dictature »	383
c) Réfutation	384
1. La subsidiarité de l'aide directe	384
2. Les abréviations.....	384
3. Un « ordre facilitateur »	384
4. Un système politique respectueux des droits de l'Homme.....	385
5. Les droits sociaux en tant que préconditions du marché	386
B. La séparation des pouvoirs.....	387
1) Les anxiétés au sujet de la pérennité de la séparation des pouvoirs.....	388
2) Le « juge-politicien »	388
a) Quand interprétation rime avec création.....	389
1. La délégation législative et les notions vagues	389
2. Le pouvoir créateur du juge	389
3. La légitimité du juge.....	390
b) Le dépassement du rôle traditionnel du juge.....	391
1. La crainte du droit prétorien	392
2. Politique et neutralité	393
3. L'éclairage des trois strates.....	393
a. Le premier niveau	394
b. Le deuxième niveau	394
c. Le troisième niveau.....	395
i) <i>Les craintes</i>	395
ii) <i>L'autolimitation du pouvoir judiciaire</i>	396
iii) <i>L'affaire allemande du « numerus clausus »</i>	398
iv) <i>Autre exemple jurisprudentiel</i>	400
v) <i>Synthèse</i>	401
3) Le « juge-trésorier »	401
a) Les craintes	402
b) Réfutation	402
1. Les instances de surveillance.....	402
2. La casuistique	402
3. Les strates.....	403
4. Une analyse incidente.....	403
5. L'autonomie.....	404
6. L'indivisibilité.....	404
4) Le juge non qualifié.....	405
a) Les craintes	405
b) Réfutation	405
1. Le juge « immergé ».....	405

2. Les droits sociaux précisés.....	406
3. Le polycentrisme.....	406
4. Les pouvoirs du juge.....	407
5. Le recours à des expertises.....	408
6. L'urgence.....	409
III. Synthèse.....	409
Conclusion.....	411
Titre troisième : La justiciabilité des droits sociaux	
Introduction.....	419
Chapitre premier : L'applicabilité directe et la justiciabilité.....	420
I. L'applicabilité directe.....	420
A. Les éléments constitutifs.....	421
1) L'aptitude.....	421
2) L'invocabilité et autres éléments.....	422
3) Les autorités étatiques.....	422
B. Une définition à adapter.....	423
1) L'extension au droit interne.....	423
2) Le judicialisme.....	424
3) L'applicabilité directe internationale.....	424
C. La nature et les composantes de l'applicabilité directe.....	425
1) Tentative de re-définition.....	425
2) Les rapports triangulaires avec les deux formes de justiciabilité.....	426
II. La justiciabilité objective.....	427
A. Prémisses : la justiciabilité objective relève-t-elle du droit national ?.....	428
1) L'aptitude : un critère objectif et universel.....	428
2) Des principes généraux du droit international.....	429
3) La pertinence des constats et décisions de l'autorité internationale de contrôle.....	430
4) Synthèse et bémol.....	431
B. Définition.....	432

1) Les critères de base.....	432
a) La clarté.....	432
1. Clarté, détermination et complétude	432
2. Le juge, « bouche de la Loi ».....	433
3. La clarté relative.....	434
4. Clarté et droits fondamentaux	435
b) La praticabilité	436
1. La déterminabilité et l'« implémentabilité ».....	436
2. La question de la polycentricité	437
3. Synthèse.....	437
c) Les limites démocratiques aux pouvoirs de l'organe d'application....	438
1. La légitimité du juge.....	438
2. Les grandes décisions préalables	438
3. L'adhésion aux droits de l'Homme : un choix préalable suffisant....	439
2) La définition retenue.....	440
III. L'applicabilité directe de principe des droits sociaux.....	441
A. L'applicabilité directe vue comme un aboutissement	441
B. Restituer les droits sociaux au discours des droits de l'Homme.....	442
1) La présomption d'applicabilité directe	442
2) L'effet direct et la casuistique	443
a) Une question de fait ?.....	444
1. L'applicabilité au cas par cas.....	444
2. Etat de fait et fragmentation	445
b) Une question de droit !	445
1. Rappel.....	446
2. Le pétitum.....	446
3. Les strates obligationnelles.....	446
a. Les deux premières strates : exemples	447
b. Des propos à nuancer	449
i) « <i>To provide</i> »	449
ii) « <i>To facilitate</i> »	449
iii) « <i>To promote</i> »	450
iv) <i>Constat</i>	451
c. Les fonctions individuelle et institutionnelle.....	451
i) « <i>Deux cœurs battent dans une même poitrine</i> »	451
ii) <i>Les obligations positives implémentables et les autres</i>	452
d. Le juge aux mains liées, mais un juge performant malgré tout.....	453
i) <i>La marge d'appréciation</i>	453
ii) <i>Un fardeau supportable</i>	455
iii) <i>Le « si » et le « comment » de l'intervention</i>	456

3) Synthèse.....	457
a) Une conceptualisation plus transparente de l'applicabilité directe	457
b) L'internationalisation de l'applicabilité directe.....	458
c) La réalisation des critères par les droits sociaux.....	458
d) L'importance du pétitum pour les strates et la justiciabilité.....	458
e) Le test de proportionnalité.....	458
f) L'effet direct de principe, y compris pour la troisième strate.....	459
 Chapitre second : La confirmation par le Protocole facultatif se rapportant au Pacte ONU I.....	460
 I. Survol historique.....	461
A. L'esprit de Vienne.....	461
B. De l'opportunité d'élaborer un Protocole facultatif.....	463
1) La nomination préalable d'un expert indépendant.....	463
2) L'instauration d'un groupe de travail à composition non limitée.....	464
3) Les points saillants des débats relatifs à l'opportunité d'élaborer un protocole facultatif.....	464
a) L'injusticiabilité et ses corrélats.....	465
b) Les débats au sujet des modalités d'un système de communications.....	465
C. De l'élaboration à l'adoption... et à l'entrée en vigueur du Protocole facultatif.....	466
 II. Synopsis des mécanismes instaurés par le Protocole facultatif.....	468
A. Introduction.....	468
B. L'articulation du Protocole facultatif se rapportant au Pacte ONU I.....	469
 III. La justiciabilité confirmée.....	471
A. La justiciabilité subjective.....	471
B. La justiciabilité objective.....	473
1) La justiciabilité contradictoire.....	473
2) Un contrôle individuel et concret.....	475
3) La déterminabilité des droits sociaux.....	476
4) L'implémentabilité.....	478
5) La sauvegarde de l'Etat de droit.....	479
a) La clause <i>de minimis</i>	479
b) Le test de raison.....	480

c) La justiciabilité restreinte du droit à l'autodétermination des peuples	483
d) La mise en oeuvre des droits sociaux par le biais de l'assistance internationale	484
C. La justiciabilité sur le plan national	486
Conclusion	489
Conclusion générale	493
Bibliographie	507
I. Monographies et articles	507
II. Rapports et autres documents (sélection)	598
Liste des arrêts & décisions	603
I. Jurisprudence et pratique internationales	603
A. Cour permanente de Justice internationale (SdN)	603
- Avis consultatifs	603
B. Cour internationale de Justice (ONU)	604
1) Arrêts	604
2) Avis consultatifs	604
C. Comité des droits économiques, sociaux et culturels (ONU)	604
1) Observations générales	604
2) Observations finales	606
D. Comité des droits de l'Homme (ONU)	609
1) Constatations	609
2) Observations générales	610
3) Observations finales	610
E. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (ONU)	611
1) Recommandations générales	611
2) Observations finales	611
F. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (ONU)	611
1) Constatations	611
2) Recommandations générales	611
3) Conclusions (Observations finales)	611

G. Comité des droits de l'enfant (ONU)	612
1) Observations générales.....	612
2) Observations finales.....	612
H. Comité pour la protection de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (ONU).....	612
- Observations finales.....	612
I. Comité des droits des personnes handicapées (ONU)	613
- Observations finales.....	613
J. Organisation mondiale du Commerce (OMC).....	613
- Rapports de l'Organe d'appel.....	613
II. Jurisprudence et pratique européennes	613
A. Cour européenne des droits de l'Homme (COE)	613
- Arrêts.....	613
B. Commission européenne des droits de l'Homme (COE)	618
- Décisions et rapports.....	618
C. Comité européen des droits sociaux (COE).....	619
1) Réclamations collectives	619
2) Conclusions relatives aux rapports étatiques	625
III. Jurisprudence et pratique interaméricaines	625
- Cour interaméricaine des droits de l'Homme (OEA).....	625
A. Arrêts.....	625
B. Avis consultatifs	626
IV. Jurisprudence africaine (UA)	626
- Constatations de la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples	626
V. Jurisprudence et pratique nationales.....	627
A. Afrique du Sud	627
B. Allemagne.....	627
C. Canada	628
D. Colombie.....	628
E. Etats-Unis d'Amérique	628
F. France	629
G. Nouvelle-Zélande.....	629
H. Suisse	629
1) Arrêts du Tribunal fédéral.....	629
2) Décisions du Conseil fédéral	633

3) Jugements du Tribunal administratif de Genève	633
Index alphabétique	635